

Monsieur le Comptable public,

Suite à votre Avis du ___ / ___ / 2021 N° _____ me demandant de régler une amende majorée consécutive à une infraction que j'aurais commise le ___ / ___ / _____ à _____, je vous demande de CESSER TOUTES POURSUITES à mon encontre à ce titre. En effet, les faits reprochés n'étaient que l'exercice de mon droit naturel de résistance à l'oppression selon l'article 2 de la DDHC de 1789 face à des crimes contre l'humanité que sont l'imposition du masque ou de toute autre mesure Covid comme indiqué sur le « Laissez-passer » au verso de cette lettre. Il s'agit en effet de torture psychologique et/ou de privation de liberté en violation du droit international. De plus, la république n'a plus d'existence constitutionnelle depuis au moins 2008 comme indiqué sur la « Sommation » à lire sur www.conseilnational.fr/sommation/ ou par le code QR au verso. Vous savez donc que toutes poursuites à mon encontre pourraient être considérées comme une complicité des crimes contre l'humanité commis par les dirigeants illégitimes au pouvoir et l'agent verbalisateur. Ceci n'est en aucun cas une menace, mais seulement la dénonciation de crimes en train d'être commis, comme j'en ai l'obligation selon l'article 434-1 du code pénal. A défaut, je fais donc toutes réserves sur les décisions qui seront prises à votre encontre le cas échéant, le moment venu, par les juridictions compétentes. Ce jour là, vous ne pourrez pas dire que vous ne saviez pas... Veuillez recevoir, Monsieur le Comptable public, l'assurance de ma considération la plus attentive.

Fait à _____, le ___ / ___ / _____ (ajouter vos prénom, nom et signature)